

*Initiatives ministérielles*

Depuis sa création, le système de sécurité sociale n'a jamais été aussi nécessaire qu'il l'est maintenant, après huit ans de règne conservateur. Il n'a jamais été aussi menacé qu'il l'est maintenant, après ces huit années.

Dire que le déficit justifie cette mesure rapellera à mes électeurs les promesses que le gouvernement a faites au cours de la campagne électorale de 1984. C'est en 1984 que les conservateurs ont été élus pour la première fois, en grande partie grâce à la promesse qu'ils avaient faite d'éliminer le déficit créé par les gouvernements libéraux successifs, déficit qui se chiffrait alors, si ma mémoire est bonne, à 174 milliards de dollars.

Les conservateurs ont été élus parce qu'ils disaient que les Libéraux ne se souciaient pas autant qu'eux du déficit et qu'eux y verraient.

Combien d'années se sont écoulées sous leur règne: six, sept ou près de huit? Le déficit est loin d'avoir été réduit; il a presque doublé. Comme si ce n'était pas la première fois, ils disent maintenant qu'il est temps de s'attaquer au problème du déficit.

Leur crédibilité s'est pas mal effritée. Tout ce qu'ils estiment devoir être fait maintenant pour réduire le déficit aurait pu l'être beaucoup plus facilement, beaucoup moins douloureusement, avec beaucoup plus d'appui de la part du public en 1984, lorsque les Canadiens étaient prêts à croire qu'ils allaient réduire le déficit.

En 1984, le déficit libéral que les conservateurs auraient pu réduire dès ce moment-là puisqu'ils s'estiment capables de le faire maintenant aurait été au moins deux fois plus facile à éliminer que maintenant. Non seulement le montant était deux fois moins élevé, mais nous étions en plein essor, dans une période où le système de sécurité sociale n'était pas scruté par autant de mes concitoyens de Toronto ou du reste du Canada qu'il l'est maintenant.

• (1650)

Il y a maintenant beaucoup plus de personnes qui ont besoin d'aide sociale. Il y a maintenant un déficit beaucoup plus élevé à éponger. Ce déficit est le résultat des sept ou huit années de règne conservateur.

Les gens ne croient plus que le gouvernement soit capable de réduire le déficit ni qu'il ait l'intention de le faire.

Le secrétaire parlementaire a dit en nous regardant que tous devaient mettre la main à la pâte pour qu'on y parvienne. Que le secrétaire parlementaire ou l'un des membres du gouvernement me reprenne si je me trompe, mais dans le budget qui contenait cette mesure très sévère, le gouvernement n'accordait pas de traitement de faveur aux sociétés parasites que dénonce le Nouveau Parti démocratique. Je crois que les néo-démocrates se trompent de cibles quand ils attaquent les sociétés. Le gouvernement a en fait reporté l'application des mesures législatives actuelles concernant l'imposition des gains en capital qui sont enregistrés par les familles riches et cédés par disposition testamentaire.

Dans quelle mesure cette décision l'a-t-il empêché de mener à bien son projet et de respecter son engagement à réduire le déficit? Dans quelle mesure aurait-il pu protéger davantage nos programmes d'aide sociale s'il n'avait pas pris tout à fait gratuitement une autre initiative pour permettre encore plus facilement aux riches de ne pas payer d'impôts, et non pas pour favoriser les sociétés comme le disait l'orateur précédent du NPD. Les sociétés ont un rôle à jouer. Pour demeurer compétitives, elles doivent verser en impôt le même montant que les sociétés doivent payer dans d'autres pays.

Pourquoi le gouvernement a-t-il reporté le paiement de l'impôt sur les gains en capital que doivent verser certains particulier dans le même budget où il affaiblit, menace et mine nos programmes d'aide sociale, j'aimerais bien qu'un membre du parti ministériel nous le dise.

Je crois comprendre que la plupart des députés conservateurs ne savaient même pas que, dans ce budget qui minait nos programmes d'aide sociale, sujet sur lequel je vais élaborer dans quelques instants, le gouvernement étendait et élargissait les avantages fiscaux offerts aux mieux nantis, aux plus riches de nos concitoyens canadiens.

Je n'ai rien contre les Canadiens riches, soyez-en assurés. J'estime cependant que, dans un budget qui réservait une pilule amère aux provinces et aux familles pauvres du Canada, le gouvernement n'aurait pas dû fournir une autre échappatoire fiscale en différant l'impôt des gains en capital enregistrés par les riches.

Le gouvernement parvient à faire avaler ce genre de mesures, parce qu'elles sont complexes et difficiles à expliquer. Je crois qu'il serait utile de prendre quelques